



***Tant que l'indépendance n'est pas faite, elle reste à faire – Gaston Miron***

**Adresse postale**

IPSO, C.P. 42070, B.P. Roy  
Montréal (Québec) H2W 2T3

**Facebook :** <https://www.facebook.com/LesIPSO>

**Twitter :** [https://twitter.com/Les\\_IPSO](https://twitter.com/Les_IPSO)

**Site web :** <http://ipsoquebec.org>

---

**INFO-IPSO**

---

**Octobre 2018**

---

**► Mot du président**

C'est avec un grand plaisir que je m'adresse à vous en tant que nouveau président des Intellectuels pour la souveraineté. Afin de réaliser les projets et les objectifs fondamentaux des IPSO, j'ai la chance de pouvoir compter sur un Conseil d'administration qui allie l'expérience à la jeunesse. Plusieurs membres expérimentés font toujours partie de notre équipe alors que de nouveaux venus se sont joints récemment à nous. C'est donc avec enthousiasme que nous reprenons notre plan d'action qui, naturellement, fait cap sur l'indépendance.

Les deux prochaines années seront des années déterminantes pour le mouvement indépendantiste, avec entre autres, les élections québécoises de 2018 et les élections fédérales de 2019. Dans ce paysage politique, les IPSO sont et resteront présents par leurs prises de position publiques, leurs analyses, leurs réflexions, et l'organisation d'événements comme des soirées débats et des colloques. Car les Intellectuels pour la souveraineté ont des responsabilités : celles de réfléchir, d'examiner, de critiquer, de se prononcer sur la condition politique du Québec.

Soulignons également qu'en juin 2020, les IPSO célébreront leur 25<sup>e</sup> anniversaire. Pour l'occasion, le Conseil d'administration organisera, en 2019-2020, divers événements afin de souligner la fondation de notre importante organisation. L'année 2019 sera donc aussi celle de l'organisation des célébrations de nos 25 ans d'existence. Vos suggestions et votre implication nous seront très précieuses.

En espérant vous voir tout au long de l'année dans nos activités!

Jean-François Payette, Ph. D.  
Président des IPSO

## ► Le nouveau Conseil d'administration des IPSO, 2018-2019

### **Comité exécutif, le 5 juin 2018**

Président : Jean-François Payette

Vice-présidente : Micheline Labelle

Secrétaire : en attente

Trésorier : Simon-Pierre Savard-Tremblay

Registraire : Ercilia Palacio-Quintin

Conseillère : Jocelyne Couture

### **Autres membres du CA :**

Michel Blondin, Micheline Boucher-Granger, André Jacob, Samie Pagé-Quirion, Jean-René Plante, Michel Roche et Pierre Serré.

## ► *Octobre d'espoir ou sombre octobre ? Texte collectif des IPSO publié dans le Devoir du 6 septembre 2018*

Depuis la Conquête, nous, Québécoises et Québécois, n'avons jamais connu une seule journée d'indépendance. Et nous voilà maintenant dans une ère où la conjoncture vécue par la planète entière oblige chacune des sociétés nationales qui la peuplent et la composent à devoir compter sur tous les outils possibles pour répondre aux pressions croissantes s'exerçant sur chaque citoyenne et citoyen de tout territoire donné et pour se trouver ainsi à même de contribuer à la marche générale mondiale des choses.

L'élection du 1<sup>er</sup> octobre prochain au Québec sera au moins aussi capitale que toutes celles qui l'ont précédée depuis la mise en place, sous l'Acte constitutionnel de 1791, d'un premier Parlement québécois. Au tout début l'Assemblée se réunissait encadrée par un pénible régime d'occupation britannique. Puis il y eut le régime d'exception militaire (fin 1837-début 1841), lequel se termina à l'unique Proclamation du Canada (10 février 1841) qui mit fin au Parlement québécois. Après l'AABn (1867), un nouveau Parlement québécois, provincial celui-là, fut installé, de nouveau à Québec, et a permis à la nation québécoise de gérer une portion d'État, ce qui a assuré une survie politique à la vie nationale québécoise mais dans des conditions continuellement difficiles parce qu'elle y était limitée par le contrôle ultime d'un gouvernement central de la nation qui s'identifia d'abord comme britannique, puis canadienne.

Les dernières grandes péripéties politiques ayant affecté récemment la nation québécoise (la plus essentielle étant le référendum de 1995, nettement gagné par le OUI chez les francophones, formellement perdu au total, mais non sans provoquer un questionnement fondamental sur les interventions on ne peut plus suspectes de l'État canadien) l'ont propulsée dans une dérive inquiétante marquée par une détresse certaine et une tentation de la démission au regard de l'héritage pourtant tenace laissé par toutes les générations antérieures.

Donc, à l'élection prochaine, l'avenir non seulement du mouvement indépendantiste mais du Québec même se jouera possiblement, notamment à cause d'un système électoral qui ne favorise pas pleinement l'expression de la volonté démocratique.

Pour les Québécois de toutes convictions et de toutes origines, cette élection sera un pensez-y bien, l'occasion d'une réflexion en profondeur. Les enjeux sont si lourds qu'il ne saurait être question, « quoi qu'il advienne », pour reprendre l'expression historique

du premier ministre Bourassa, de ne pas être présents sur le terrain pour poursuivre la lutte vitale du peuple québécois. Mais nous souhaitons bien sûr que cela se présente sous les meilleures conditions possibles.

Le Québec ne peut plus continuer avec un gouvernement issu de son Assemblée nationale dont la ligne politique correspond à celle pilotée à son égard par la nation canadienne, comme si le Parlement québécois était une simple succursale régionale sous l'autorité politique de celle-ci. C'est ce que la dernière version du pouvoir libéral dans la Vieille Capitale a donné sous Philippe Couillard : une caricature de ce qu'a été le grand parti politique d'Honoré Mercier et de Jean Lesage, transformé en son propre champ de ruines.

Il ne peut pas davantage retourner à une phase antérieure de notre histoire, avec ce que cela implique de mollesse dans la résistance et de maladresse dans l'ouverture aux nouvelles réalités du Québec. La CAQ est peut-être une coalition comme l'avait été à l'origine le parti de M. Duplessis, mais tout comme celui-ci elle n'est pas porteuse d'avenir et ne mérite pas son nom.

Le Québec ne peut se battre éternellement contre lui-même, en adoptant régulièrement des politiques contraires à ses intérêts, à ses aspirations, à son respect de lui-même, au bien public pour tout dire. Il doit à tout prix reprendre l'initiative de son combat pour son émancipation et relancer sa marche vers l'avant, au lieu de s'enfoncer dans un borborygme fait de reculs, de grandes et petites frayeurs, de médiocrité érigée en système.

Jean-René Plante. Appuyé par Michel Blondin, Jocelyne Couture, André Jacob, Micheline Labelle, Samie Pagé-Quirion, Ercilia Palacio-Quintin, Jean-François Payette, Michel Roche, Simon-Pierre Savard-Tremblay, Pierre Serré, membres du conseil d'administration des Intellectuels pour la souveraineté (IPSO), *Le Devoir*, 6 septembre, p. A6.

### ► Les OUI Québec et les élections du 1er octobre 2018

26 août 2018

|

Les élections du 1er octobre nous placent devant le choix de la continuité ou du changement. L'aspiration au changement semble dominer. Il y a matière à s'en réjouir, si celui-ci ne consolide pas une orientation dont on prétend vouloir se débarrasser. En ce sens, pour les OUI Québec, le seul réel changement qui puisse nous sortir du cul-de-sac politique passe par l'indépendance et par l'élection d'une majorité de député-e-s indépendantistes.

Par-delà les sondages, le sort de l'élection n'est pas encore scellé. Celle-ci se déroulera sous un mode de scrutin uninominal à un tour avec des luttes à trois ou à quatre. Les jeux ne sont pas faits. Les OUI Québec souhaitent une mobilisation massive des indépendantistes pour aller voter le 1er octobre.

Mais voter pour qui ? Pour les OUI Québec, il n'est pas question de donner de consigne de vote. Cependant, une lecture avisée de la conjoncture et des préoccupations citoyennes ramène rapidement à un enjeu inéluctable : la question nationale, n'en déplaise à François Legault.

La question du statut du Québec comme province ou pays indépendant n'est pas un problème politique parmi d'autres : elle les transcende tous. La seule manière de mettre fin aux blocages du régime canadien réside dans un geste tout aussi audacieux que normal, celui de nous donner un pays, pour que le peuple québécois puisse décider sans contraintes fédérales de ce qu'il veut faire sur son territoire et avec ses ressources, en alliance avec les nations autochtones.

Le peuple québécois, comme tous les autres, aspire au mieux-être. Partout, on se plaint au sujet d'un État aux pouvoirs affaiblis entraînant son lot d'insécurité en matière d'emploi, de niveau de vie, de développement régional et de filet social. Mais il y a plus. Des pans entiers de notre vie nous échappent parce que c'est un autre gouvernement, hors Québec, qui les gère à notre place, selon sa vision et ses priorités, n'hésitant aucunement à nous bousculer et à nous menotter (ex. : ententes internationales sur le commerce, paradis fiscaux, prix de l'essence, pipelines, cannabis, etc.) Bref, le Québec est bloqué. Ces blocages ne sauraient être résolus par des mesures fiscales partielles, alors que ce sont tous nos pouvoirs et tous nos impôts qu'il faudrait rapatrier.

L'État québécois, privé de pouvoirs essentiels par un ordre politique qui nous a été imposé, continue de ratatiner sous les coups portés non seulement par Ottawa, mais aussi par les partis fédéralistes québécois, PLQ et CAQ, qui se sont ingéniés à démanteler nos outils collectifs. Le vrai changement ne consiste certainement pas à élire l'un ou l'autre de ces partis qui ont abdiqué devant toute perspective de mettre fin à l'emprise d'Ottawa et à doter le Québec des pouvoirs nécessaires à son émancipation et à son développement.

Prétendre, comme le soutient François Legault, que la CAQ fermerait à jamais ce débat est une insulte à l'intelligence. Comment livrera-t-elle une réforme du fédéralisme en renonçant d'entrée de jeu à tout rapport de force. On est loin de Daniel Johnson père, ou même de Robert Bourassa ! Dans quel borborygme veut-on encore nous entraîner ?

La priorité va à l'économie, soit ! Mais que faire quand plus de 80% des dépenses de l'État québécois vont à la santé, à l'éducation et aux services sociaux ? Les impôts que nous payons à Ottawa lui permettent de décider à notre place et souvent contre nos intérêts en matière économique. Les exemples ne manquent pas : la Davie écartée au profit des chantiers d'Halifax et de Vancouver, l'industrie automobile ontarienne privilégiée aux dépens de l'industrie forestière québécoise, etc. Même chose en environnement, où le fédéral soutient le développement des sables bitumineux et construit des oléoducs pour exporter le pétrole sale de l'Alberta. Un milliard de nos impôts est même allé à l'achat de Kinder Morgan !

Que proposent le PLQ et la CAQ pour résoudre ces problèmes ? Du rapiécage à la petite semaine. Aucun projet d'envergure. Au contraire, ils veulent installer à demeure l'austérité et ils nous demandent de consentir à notre perte d'influence au sein du Canada.

Le PLQ est usé et caresse le rêve de nous voir signer à vil prix la constitution canadienne. De son côté, la CAQ prétend incarner le changement. Au plan social, elle accuse les libéraux de lui avoir volé ses idées ! Sur la question nationale, elle propose un mirage aux antipodes du projet de transformation globale qu'est l'indépendance.

Un changement en profondeur s'impose. Pour les OUI Québec, un premier pas demeure l'élection d'une majorité de député-e-s indépendantistes à l'Assemblée nationale puisque le meilleur moyen de faire bouger les choses concrètement et durablement, c'est de réaliser l'indépendance du Québec.

Beaucoup reste à faire. Et les OUI Québec poursuivront leurs efforts de mobilisation en ce sens jusqu'aux [assises nationales de concertation du mouvement indépendantiste](#) qui nous permettront, enfin, de trouver une voie commune vers le pays.

À très bientôt,



Claudette Carbonneau **Présidente des OUI Québec**

*Rédaction : Micheline Labelle, vice-présidente des IPSO*